

COMMUNIQUE DE PRESSE

## **CHRU, pourquoi punir les bons élèves ?**

Marisol Touraine, en mars 2017, avait confirmé par courrier que le CHRU de Nancy (Centre hospitalier régional Universitaire) émargerait au grand plan national d'investissement 2017 - 2021 "territoires de soins 2021".

Force est de constater que l'engagement de l'Etat, à hauteur de 120 M€, se fait toujours attendre.

Depuis plus d'un an, les aides de l'Etat promises dans le cadre du COPERMO (Comité interministériel de performance et de la modernisation de l'offre de soins) font l'objet d'âpres négociations, en dépit du bilan très positif de la première phase de refondation du CHRU.

L'Etat souhaite obtenir des résultats plus rapides, dès 2022, et exige de nouveaux efforts en matière de compression du personnel, alors même que l'ambitieux plan de refondation s'appuie sur un Pacte local conclu avec les organisations syndicales majoritaires, qui serait remis en cause après les efforts déjà entrepris ces dernières années.

J'ai eu l'occasion d'attirer l'attention de la ministre des solidarités et de la santé, Agnès Buzyn, ce vendredi 29 juin, en marge des assises nationales de la protection de l'enfance à Nantes, sur la nécessité que l'Etat respecte ses engagements de l'Etat et fasse confiance à la direction générale et aux partenaires sociaux, notamment lorsque ceux-ci obtiennent des résultats probants.

Mathieu Klein,  
Président du conseil départemental de Meurthe-et-Moselle